

Interpellation déposée par Madame P'tito, Conseillère communale PS, relative aux attentats de Paris et à l'avenir communal.
Interpellatie ingediend door Mevrouw P'tito, Gemeenteraadslid PS, betreffende de aanslagen in Parijs en de toekomst van de Gemeente.

M. le Président :

Je donne la parole à Madame P'tito.

Mme P'tito :

Merci Monsieur le Président.

Madame la Bourgmestre, je vous ai d'abord bien écoutée en tant que Bourgmestre en charge de l'Instruction publique communale, cheffe de la Police, et je vous remercie pour votre intervention. Très vite après la première onde de choc relative aux attentats perpétrés le 13 novembre à Paris, tous les Molenbeekoïses ont affrontés une soudaine proximité, entre ces faits odieux et des habitants de notre territoire communal. Donc jamais Molenbeek-Saint-Jean n'a été à ce point au cœur d'un battage médiatique d'ampleur internationale, devrais-je dire un abattage médiatique.

Depuis lors, c'est toute la région Bruxelloise qui est en alerte de niveau 4 et aujourd'hui, peu à peu, on peut se réjouir d'un retour progressif à la normale.

Evidemment nous sommes derrière vous, ça je tiens à le dire très fermement et je vais le répéter plusieurs fois, pour prendre des mesures urgentes, immédiates et multiples qui s'imposent, à savoir la lutte contre toute forme de radicalisme et renforcer la sécurité et le sentiment du même nom, tout en permettant plus d'initiatives de convivialité et de dialogue dans nos quartiers afin de lutter contre tout rempli et j'entends bien que les deux choses ne se fassent pas forcément de concert quoi que vous ayez quand même parlé de plusieurs initiatives de dialogue déjà dans les écoles avec des parents etc., et c'est la bonne voie, certainement pour l'avenir.

J'aurais aimé savoir au nom de mon groupe, quelles sont, dans ce cadre, les démarches concrètes que vous avez entreprises et j'ai bien entendu ce que vous avez évoqué, mais les démarches concrètes que vous avez entreprises auprès du parquet pour que ce dernier signale encore plus qu'aujourd'hui quelque part en tout cas de manière très très claire les personnes problématiques et ce, qu'elles soient de retour de Syrie ou pas. Vous avez évoqué des chiffres qui n'étaient justement pas ceux qui étaient aussi annoncés dans la presse, je pense que c'est très important d'aussi informer par rapport à la cellule de déradicalisation qui existe, bref, les gens sont un peu perdus et je pense qu'ils se posent beaucoup de questions. Les travailleurs sociaux se posent beaucoup de questions dans quel que milieu qu'ils soient par rapport à des faits précis qui se passent devant eux, qu'ils trouvent peut-être inadéquats et à tout moment, il y a des risques d'amalgame dans ces cas-là et je pense, Madame la Bourgmestre, que dans ces cas-là, il faut pouvoir savoir à qui s'adresser pour poser une question, pour demander un conseil, pour ne pas se lancer justement dans des chasses aux maladroites et vers des choses qui deviendraient tout à fait inappropriées et mettraient à mal le vivre ensemble. Je pense qu'il faut pouvoir à la fois donner des réponses et rassurer toute une série d'acteurs avec des professionnels et donc donner des numéros de téléphone, des personnes de contact et ça je pense que c'est vraiment votre rôle ici à Molenbeek aujourd'hui.

Je voudrais aussi savoir quelles démarches vous avez entreprises par rapport à la sureté de l'état dont j'ai bien entendu que vous et Yvan Mayeur d'ailleurs entre autres disait exactement la même chose que vous c.à.d. que à certains moments on vous dit non non et

voilà on vous donne une liste et puis on vous dit non non surtout n'intervenez pas, ne faites rien, on s'en occupe alors qu'il y a tout un travail de terrain qui est fait de prévention, de conseiller en prévention, de personnes spécialisées qui peuvent aider, contribuer et donc je pense que les pouvoirs publics ne sont jamais aussi fort que quand ils sont complémentaires et quand chacun se comprend bien et quand chacun comprend le rôle de l'autre et peut se passer justement les informations, la main dans l'aspect de la vie privée bien évidemment entre services publics mais à un moment donné de pouvoir réellement être en pleine complémentarité. Je plaide surtout pour que la police locale ne se prenne pas pour ce qu'elle n'est pas mais que par contre il y ait toutes les informations qui circulent entre professionnels assermentés évidemment mais de manière totalement complémentaire et professionnelle parce que là c'est un plus un qui font beaucoup plus que deux.

Evidemment, nous sommes aussi derrière vous par rapport au nécessaire renforcement des forces policières et donc je l'ai entendu, vous avez dit que vous avez pris des précautions pour que cela ne rime pas avec une mise sous tutelle policière de notre commune. Au départ j'avais rédigé quelques lignes mercredi dernier en rentrant justement de ce fameux rassemblement qui nous a tous émus et qui nous a tous fait du bien je pense et avouant qu'au départ les propositions de Monsieur Jambon étaient quand même relativement, on va dire modeste, pour être sympathique et que l'idée n'est pas de polémiquer et que si même la réserve fédérale allait à ce moment-là avoir un renforcement de ses effectifs, dans le même temps, les moyens de la justice baissaient et allaient passer de 1,8 milliards à 1,7 milliards en 2016 et rappelons que se sont bien ces budgets-là qui permettent aux juges d'instructions, au parquet, à la Sureté de l'Etat de se déployer. Heureusement, dès le lendemain, le premier Ministre a annoncé des moyens complémentaires. Voilà, voyons effectivement tous les détails qui s'imposent et la précaution en la matière où ils seront dispatchés et moi, j'ai bien entendu aussi vos interventions disant que justement on n'avait peut-être pas encore toutes les informations sur les renforts qui allaient être mis en œuvre ici dans notre commune. Evidemment nous sommes derrière vous pour demander plus de moyens, car la police locale ne peut résoudre seule ses enjeux qui nécessitent des investigations dans l'ampleur. Ça paraît être évident qu'on parle de lutte contre les trafics de drogue, qu'on parle de radicalisme comme ici ça nécessite des moyens que la police locale n'a pas et je suis même certaine qu'il ne faut pas que ce soit la police locale qui s'occupe de ça. Chacun son métier. Ça me paraît être évident en toute complémentarité. Enfin, envoyer l'armée dans la rue ne peut en aucun cas être une réponse structurelle et durable. Je pense que là on est tous, en tant que démocrates, d'accord là-dessus et ce, à Molenbeek-Saint-Jean comme ailleurs.

Par rapport au dialogue entre nous, les sections réunies permettent d'aborder des thèmes et d'aller au fond des choses, de parler des diagnostics que l'on peut poser, des points délicats, sans tabou et sans journalistes ou sans public, je peux l'entendre évidemment. Mais je pense que le véritable débat démocratique, il doit bien se passer ici et c'est bien ce qui se passe aujourd'hui.

Alors, plus durablement et moins structurellement et sans polémique j'insiste toujours, je souhaiterais savoir ce que la majorité va défendre ou a défendu comme développement et là je parle d'avenir. C'est important, développement économique et territorial pour construire l'avenir de notre commune. Quel est votre vision d'avenir de la majorité en place pour que la situation socio-économique évolue ? Au niveau économique d'abord, vous qui avez été échevine Madame la Bourgmestre, échevine du Commerce, quelle stratégie comptez-vous mettre en place pour développer cette attractivité de Molenbeek et j'entends bien que toutes les réponses ne viennent pas maintenant, mais toutes les réponses étaient peut-être déjà là avant aussi, à un moment donné et c'est ça que je vous demande donc, l'attractivité de Molenbeek-Saint-Jean, évidemment qu'elle est mise à mal, ça n'était pas toujours facile non plus avant, ça on est bien d'accord, mais elle est aujourd'hui mise à mal et plus que jamais et elle en aura donc plus que jamais besoin demain. Et donc là, je suis

assez d'accord avec Monsieur Léonard, saisissons aussi à un moment donné, voilà Molenbeek-Saint-Jean est connu du monde entier, et bien essayons de la faire connaître autrement. Là aussi, sur base d'un plan d'action, on pourra certainement vous soutenir. C'est un objectif commun.

Alors, au niveau territorial, ça peut paraître paradoxal ne parler de territoire ce soir, ça ne l'est pas. Vous l'avez évoqué plusieurs fois dans vos interviews aussi, vous l'avez souligné vous-même, Molenbeek-Saint-Jean est constitué de quartiers très différents et j'ajouterais que ce territoire est marqué par de nombreuses frontières qu'il faut absolument transcender. Le canal, tout d'abord, reste une barrière pour de nombreux bruxellois même si sa bordure est en pleine réhabilitation, quels sont vos projets pour permettre que cet attrait ne se limite pas à la façade du canal et à ses quelques enseignes emblématiques. La gare de l'Ouest qui est en soi une véritable frontière, une fracture à l'intérieur de la commune qui coupe la commune en deux. Que défendez-vous justement pour développer cette gare de l'Ouest. Le site Tour et Taxis, ça paraît banal, mais c'est une limite peu perméable pour les habitants qui habitent juste à côté. C'est vraiment une frontière infranchissable. Il faut aller par l'avenue du Port pour traverser. Quel projet défendez-vous pour garantir un décloisonnement du quartier ? Autrement dit, outre la nécessité de rendre le territoire attractif de l'extérieur, quel est votre plan, le plan du collège pour désenclaver notre territoire communal parce que c'est fondamental surtout maintenant que d'aucun aimerait bien justement nous enclaver encore plus qu'avant.

Alors, au nom du groupe socialiste, nous plaçons en tant que démocrates pour la défense d'objectifs communs, œuvrer à la sécurité de tous les habitants luttant contre toutes formes de radicalisme, d'où qu'ils viennent, diffuser des valeurs de respect mutuel, le faire savoir, le marteler dans tous les services communaux et auprès de tous les habitants. Soutenir le vivre ensemble en incitant les initiatives citoyennes permettant les rencontres conviviales entre communautés, toutes les communautés.

Alors, Madame la Bourgmestre, beaucoup d'habitants sont perdus et partagés entre des sentiments de peur, de colère et ont besoin de parler, d'échanger, de dialoguer et c'est humain. Vous avez évoqué quelques espaces de paroles. Il sont nombreux à se demander ce qu'ils doivent faire pour changer l'image que l'on donne de la commune sans nier les faits, mais en rejetant tout amalgame, c'est une initiative citoyenne qui a permis le rassemblement de 2.500 personnes sur la Place communale, mercredi dernier, et tant mieux. Nous étions tous ensemble et nous souhaitons aujourd'hui et c'est juste un peu regrettable, ce n'est pas grave dans le contexte actuel, c'est juste dommage vraiment et de nouveau sans polémique, c'est dommage de rejeter une idée qui a d'ailleurs été aussi évoquée sans la citer par Monsieur Vossaert, mais de créer une union communale et citoyenne. Alors, d'où qu'elle vienne à nouveau, je pense que c'est une bonne idée, que c'est vraiment quelque chose et c'est peut-être un peu trop tôt pour que ça vienne sur la table, mais s'accorder sur les diagnostics et les pistes de solutions semble essentiel pour le groupe socialiste, pour pouvoir justement travailler en commun pour l'avenir des habitants de Molenbeek avec les citoyens, avec la société civile. Nous comprenons qu'il faille du temps pour construire un espace de dialogue avec tous les acteurs de la société civile, mais nous continuerons Madame la Bourgmestre, à plaider pour cette idée ensemble, et donc j'espère que cette idée fera des petits et ça prendra le temps que cela prendra.

En conclusion permettez-moi juste de citer le délégué aux droits de l'enfant, Monsieur Devos, qui a lancé un appel à ce que les mesures qui sont prises au niveau du vivre ensemble et du dialogue justement soient à la hauteur de celles qui ont été prises maintenant par rapport aux mesures sécuritaires qui s'imposent, que je ne remets pas en question. Je dis juste que nos réponses demain en terme de dialogue, d'union communale et citoyenne et de vivre ensemble devront être à la hauteur des mesures.

M. le Président

Merci Madame P'Tito.

Je donne la parole à Madame Evraud.

Mme Evraud :

Merci Monsieur le Président.

Madame la Bourgmestre, chers collègues, cher public, nous avons entendu des propositions constructives à discuter en sections réunies en effet. Au cours de la veillée où nous nous inclinons sur toutes les victimes de Daech, mercredi sur la Place communale et après celle-ci, j'ai préféré anonymement écouter l'émoi des habitants et des voisins, j'ai rencontré des amis et des professeurs des assassins de Paris, tous sous le choc. Comment ne pas être révoltés que des jeunes de nos quartiers puissent être manipulés ainsi par des puissances étrangères pour asseoir une hégémonie de terreur sur des piètres dollars en se servant de l'excuse de la religion. J'ai lu ce matin que les attentats de Paris les font se disputer. Espérons que ce soit vrai. Prétendre que la misère est le terreau de ce radicalise est pour moi une insulte à tous les pauvres qui restent dignes. Comme l'a dit Monsieur Vandenhove, les jeunes doivent être orientés très jeunes car l'enseignement semble démuné face aux mutations rapides de notre société. Il n'est plus vraiment un outil d'ascenseur social et il y a des fractures culturelles énormes qui ne sont pas comblés. Les jeunes découragés sont alors attirés par l'argent facile du trafic de la drogue et là on ne leur demande pas de diplôme. On ne le leur demande pas non plus pour aller à la guerre. Nous devons être solidaires entre nous. La Belgique a été construite par des générations d'immigrés qui ont fait sa richesse. Entourons nos enfants, cultivons les, rendons leurs l'envie de construire leur vie. Tous ensemble, comme nous le clamions mercredi, nous allons redorer l'image de notre commune et faire confiance à nos forces de l'ordre devant lesquelles nous ne pouvons qu'être admiratifs pour gommer la peur et surtout rassurer nos enfants.

M. le Président

Merci Madame Evraud.

Je donne la parole à Monsieur Papadiz

M. Papadiz :

Mesdames, Messieurs, ce bien triste fait est un retentissement international et ça, à Molenbeek on le sait mieux que nulle part ailleurs. Je souhaite par cette intervention rendre hommage aux victimes et plaider pour une unité de tous les Molenbeekois car la liste des victimes ne s'arrête pas à celles et ceux qui ont payé de leur vie ou celle d'un proche, ce vendredi 13 novembre pour avoir commis le seul crime de vivre dans un état démocratique libre. Aujourd'hui, les victimes se sont également tous les enfants bruxellois à qui le chemin de l'école a dû être refusé. Les événements récents nous rappellent que l'éducation est un enjeu incontournable dans lequel on doit s'investir sans tarder car elle représente la meilleure arme contre toute forme de radicalisation.

Aujourd'hui les victimes se sont toutes les personnes de confession musulmane qui subissent les stigmatisations, encore renforcées et ce, alors que pour Bruxelles et plus particulièrement Molenbeek trouvent leur principal richesse dans la multi culturalité.

Les victimes, ce sont encore les commerçants qui ont dû rester porte close et tous ces travailleurs qui n'ont pu se rendre à leur travail. On doit continuer à développer l'offre de travail, car la misère économique et l'exclusion sociale qui sont souvent les conséquences de l'absence de travail forment le terreau idéal à l'endoctrinement facile et dangereux que certains connaissent ces derniers temps.

Les victimes, ce sont tous les citoyens belges qui vivent dans la peur et l'insécurité depuis presque deux semaines et qui se voient privés d'une grande partie de leur activité sociale et culturelle. A cet égard, je continue à prôner qu'une plus grande participation au milieu associatif ne peut être que bénéfique. Cela permet l'ouverture vers la diversité, la connaissance et la compréhension de l'autre, mais elle permet également à chaque citoyen de se faire entendre dans un pays où l'expression est une de nos valeurs essentielles, à tel point que certains sont prêts à tuer pour nous l'enlever. Car dans notre démocratie, c'est le conflit d'idées qui nous fait évoluer et pas le conflit armé.

La victime, c'est également Molenbeek. Elle est touchée en plein cœur. Molenbeek tout entier qui subit à tort une atteinte à sa réputation car quelques-uns arrivent à faire oublier à quel point Molenbeek est une commune cosmopolite dans laquelle il fait bon vivre.

Aujourd'hui nous sommes tous victimes des attentats de Paris du vendredi 13 novembre. Le fanatisme et l'extrémisme n'épargnent personne. Nous sommes tous victimes mais nous sommes également tous responsables de mettre tout en œuvre pour ne plus vivre cette terreur. En raison de cette responsabilité partagée une seule réponse s'impose, l'unité. Dans notre société, nous avons tous eu la chance d'avoir notre identité, nos valeurs personnelles et le droit de revendiquer pacifiquement. Mais face à la barbarie nous parlons d'une seule voix. Une voix qui s'oppose à toute forme de violence, une voix qui s'oppose aux amalgames, une voix qui s'oppose à la stigmatisation de communautés ou de Molenbeek, une voix qui veut aller de l'avant. Notre force est notre façon de montrer au monde que les attentats sont un échec pour ceux qui les ont commandités. Aujourd'hui, nous sommes tous réunis et ensemble nous donnerons les moyens de développer et d'investir dans les thématiques cruciales telles que l'éducation, l'accès au logement, l'accès au travail, la participation des milieux associatifs et surtout la protection absolue de nos libertés fondamentales. Ensemble, travaillons non pas contre le terrorisme, mais contre l'ignorance, le rempli d'identité, la misère sans laquelle l'extrémisme ne pourrait survivre.

Merci.

M. le Président

Merci Monsieur Papadiz.

Je donne la parole à Monsieur Lakhloufi.

M. Lakhloufi :

Merci Monsieur le Président.

Tout d'abord, je n'ai pas vraiment préparé mon intervention d'aujourd'hui qui aurait dû être faite par Monsieur Berghmans et je tiens à vous transmettre ses excuses, car il a dû être retenu pour des raisons personnelles et ne peut pas être présent avec nous.

Je voudrais commencer mon intervention par un petit mot sur la minute de silence que nous avons observée à l'ouverture de cette séance, minute de silence que nous dédions évidemment aux victimes des attentats de Paris, mais dans un cadre et de manière plus générale le GIC-GGB, la dédie également à toutes les victimes du terrorisme

international et à toutes les victimes des guerres dans le monde. Dans nos esprits et dans notre cœur, nous ne faisons aucune distinction entre les victimes. A nos yeux, elles ont toute la même valeur et ont droit à notre compassion de manière égale.

Si bien évidemment il y a des problèmes à Molenbeek et qu'il n'est certainement pas question de les renier, il est tout aussi clair que la problématique du terrorisme dépasse largement le cadre communal. Il est également clair que les facteurs sociaux tels que la pauvreté, l'exclusion sociale, la discrimination, le manque d'éducation exposent nos jeunes et les rendent plus vulnérables et plus réceptifs à des discours dangereux, le chômage des jeunes et la pauvreté à Molenbeek justifieront à eux seules de décréter l'état d'urgence. J'ai entendu dire que nous avons fait un bond de dix ans en arrière. Je dis non. Nous avons même gagné du temps aujourd'hui, car aujourd'hui, plus aucun cache misère ne pourra désormais maquiller la réalité. A ceux-là, je dis de joindre la parole aux actes et de nous donner les moyens de répondre à la situation à laquelle nous devons ici de manière solidaire et collective faire face, et en commençant par arrêter de nous imposer l'austérité et l'orthodoxie budgétaire. On peut évidemment venir avec des propositions, des idées, de bonnes intentions. Mais tout ceci ne sera pas réalisable s'il n'y a pas de financement, de l'argent qui arrive pour soutenir ces belles idées et ces belles paroles.

Vous voulez que ça change à Molenbeek ? Alors, aidez-nous au lieu de nous enfoncer. Voilà, je termine par ça Monsieur le Président.

M. le Président :

Merci Monsieur Lakhroufi.

Je donne la parole à Monsieur Rahali.

M. Rahali :

Dank u Mijnheer de voorzitter.

Eerst en vooral, wil ik in de naam van SP.A onze enige deelneming aan alle slachtoffers van de aanslagen mededelen.

J'aimerais en même temps féliciter également cette très belle action des associations molenbeekoises et de certains citoyens pour l'organisation de ce beau rassemblement qui n'était pas sans danger. J'aimerais juste partager avec vous très brièvement le fait que certaines associations qui ont pris l'initiative d'annoncer sur leur profil Facebook et autres cette action ont même eu des menaces. Ceci pour vous dire que le danger était là. D'où vient cette menace ? En tout cas, des plaintes ont été déposées. C'est tout de même assez surprenant, quand des associations prennent l'initiative d'organiser un rassemblement de paix. Il y a encore, même pendant ces événements, certains extrémistes ou radicalistes qui se permettent de menacer. Pour ma part, je vous avoue en tant que Molenbeekois et en tant que musulman que, depuis que j'ai su qu'un ou certains de ces terroristes sont originaires de notre commune, je suis frustré et je me pose plein de questions auxquelles j'aimerais trouver réponse. Il est clair que le temps qui nous est accordé ici au Conseil communal ne sera certainement pas suffisant et beaucoup d'autres réunions ne seront pas suffisantes pour réellement trouver des réponses à nos questions. J'ai passé mon temps à écouter des jeunes que je connais et parfois même à aborder des jeunes que je ne connais pas pour comprendre. Beaucoup de termes ressortent de certains jeunes, comme le terme « stigmatisation ». Les jeunes de notre commune se sentent, pas tous bien sûr, stigmatisés. Cette stigmatisation mène vers une frustration, mis à part tous les éléments que beaucoup de mes collègues ont énumérés aujourd'hui, il est clair que, avant d'agir ou avant parfois, comme certains de mes collègues l'ont dit, de faire des déclarations sans réfléchir comme

certains de nos responsables de haut niveau, il faut d'abord s'asseoir et réfléchir sur le pourquoi et le comment. Donc, ce n'est pas aujourd'hui qu'on le fera, mais en tout cas la frustration en ressort fortement.

J'aimerais tout de même, en parlant de la stigmatisation, partager avec vous le fait qu'entre 2000 et 2013 il y a eu quelque 320 frappes terroristes dans le monde dont 7 seulement à coloration terroriste islamiste. Le problème est que, à chaque fois qu'il y a un acte terroriste, c'est l'islam qui est mis en cause. Et c'est ce qui me dérange personnellement. C'est ça la stigmatisation. Pour prendre un court exemple, il y a quelques années, un Danois, un frustré probablement, a tué 77 jeunes au nom de la chrétienté. Pardon, il s'agissait d'un Norvégien, merci. Bien sûr, ce n'était pas à la communauté chrétienne de se justifier. Le grand souci que j'ai, en tant que musulman, c'est que, à chaque fois qu'il y a une frappe - c'est une de trop - on me donne l'impression que je dois me justifier comme si l'islam était la cause de tout ce mal. Beaucoup de mes collègues ont précisé que les religions en général, dans leur fondement, bien sûr l'islam aussi, sont loin de ces actes horribles.

Je dirais que les responsabilités sont partagées. Nous devons tous prendre nos responsabilités, en commençant bien sûr par les parents. C'est essentiel, c'est réellement la base et l'équilibre d'un enfant, l'éducation est importante. Il faut revenir vers la valeur fondamentale dont l'école qui partage cette responsabilité. L'école n'éduque pas, mais forme. Les parents doivent éduquer, l'école doit former sur des valeurs universelles. Les citoyens, les personnes dans les rues ont aussi leurs responsabilités. Je n'ai pas le temps de développer ma pensée, mais je vous assure que sur un enfant, un sourire ou un regard méchant a beaucoup d'impact. Un enfant, c'est vraiment comme une éponge, ça absorbe tout. C'est en fonction de ce qu'il vit aussi dans la rue qu'il peut forger son caractère, qu'il peut évoluer dans le bon ou le mauvais sens. Les autorités ont bien sûr une grande part de responsabilité. Oui, les élus, le pouvoir doivent mettre les moyens pour que justement tous ces acteurs puissent mener à bien leur combat. Excusez-moi, en disant « combat », je reviens vers le terme « djihad » dont on crédite ces terroristes et ces criminels, et c'est malheureux. Mais le djihad, c'est en fait le combat et la lutte avec ses enfants et avec sa famille.

Il est très important de considérer des déclarations par rapport aux mesures comme, par exemple, le contrôle des mosquées. Moi, je ne dirais pas qu'il faut contrôler les mosquées, mais plutôt collaborer avec les mosquées, collaborer avec les imams. A mon niveau en tout cas, je ne connais aucune mosquée radicale, ce qui est important, c'est de collaborer avec ces mosquées.

J'ai fait une proposition par sms à Madame la Bourgmestre - je ne sais pas si vous l'avez reçue ou pas - qui est simplement de prendre au sérieux cette mauvaise blague de Monsieur Eric Zemmour et de porter plainte. Ce n'est pas juste un geste anodin; je connais des humoristes, de vrais, qui ont fait moins que ce que, lui, a fait après ces événements terribles et qui ont eu toute la France, je dirais les autorités, derrière le dos, ils ont même été traînés devant la justice. Je pense que ce Monsieur doit, de notre part, faire l'objet d'une plainte parce que ce genre de déclaration, même sur le ton de la blague, est grave.

M. le Président :

Merci Monsieur Rahali.

Je donne la parole à Madame El Hajjaji.

Mme El Hajjaji :

Merci Monsieur le Président.

Beaucoup de choses ont été dites. Mais face à l'ignominie des attentats de Paris, de Bamako et auxquels je dois malheureusement ajouter celui de Tunis, je tiens, au nom de mon groupe mais aussi très personnellement, à rendre hommage aux victimes et à leurs familles. Très personnellement, parce que Monsieur Dieudonné était mon collègue et ami depuis dix ans. Une menace terroriste toujours présente que les Molenbeekois vivent, comme tous les Bruxellois, avec une certaine angoisse. Mais ils ressentent aussi une profonde injustice d'être associés à ces terroristes, d'être pointés comme étant la menace. Les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur ne font que stigmatiser les citoyens de notre commune. Il a notamment déclaré vouloir faire le ménage à Molenbeek ou encore d'entrer dans chaque maison pour vérifier qui y vit, comme si dans chaque maison habitaient un ou plusieurs terroristes. Alors, les habitants et surtout, les mamans de mon quartier désormais tristement célèbre appréhendent avec beaucoup d'angoisse ce nettoyage annoncé. Il est bien sûr de notre devoir à tous de tout faire pour arrêter ces terroristes. Mais il est aussi de notre devoir de ne pas accepter de tels amalgames. Les habitants ont le sentiment qu'on les traite comme des terroristes. Dans ce cadre, il est primordial de maintenir le dialogue, d'être l'intermédiaire indispensable entre les autorités fédérales et tous les citoyens de Molenbeek. Ces derniers jours, Madame la Bourgmestre, vous êtes montée au créneau pour défendre l'image de notre commune, je tiens à vous en remercier. Vous avez notamment souligné que notre commune connaissait un déficit de mixité sociale. Je partage ce constat parce qu'il est malheureusement vrai et je voudrais, en ce qui me concerne, plaider sans tabou pour une mixité tout court dans le haut et le bas de Molenbeek et, surtout, appeler à une véritable solidarité entre tous les Molenbeekois et leur pouvoir communal. Car, Madame la Bourgmestre, dans le Molenbeek historique vivent aussi et ce, depuis plus de cinquante ans, des citoyens qui ont fait le choix d'y rester alors qu'ils ont la possibilité d'aller vivre dans d'autres communes beaucoup moins stigmatisées.

Madame la Bourgmestre, vous avez parlé d'un certain nombre de mesures, je vous ai entendue dans votre exposé général, mais j'aimerais vous entendre expliquer les initiatives que vous avez prises pour informer les habitants, les associations et l'administration sur les mesures prises par le Fédéral et vous-même. Je voudrais aussi que vous nous expliquiez ce que vous avez fait pour rassurer les habitants et leur dire comment vous luttez contre la stigmatisation de la commune. J'ai une interrogation très importante, vous, je vous ai beaucoup entendue. Par contre, en ce qui concerne les responsables en charge de la jeunesse, j'ai beaucoup entendu et lu dans les médias mais j'ai vu très peu de personnes sur le terrain pour expliquer. Je me pose aussi une question sur le rôle de la LES et sur les travailleurs de la LES. Il me semble qu'ils sont doublement choqués. Je voudrais savoir quelle est leur tâche aujourd'hui et quel est leur rôle dans l'accompagnement des jeunes aujourd'hui.

Je voudrais aussi vous demander, si vous le pouvez, de nous dire un peu comment vous comptez agir pour construire cette mixité sociale, économique et intellectuelle qui ne cesse de faire fuir cette nouvelle classe moyenne issue aussi des quartiers populaires, car s'il est primordial de faire redescendre l'information auprès des habitants, il est tout aussi primordial d'écouter les habitants, de réunir les associations et de faire remonter l'information vers l'administration et vers le Fédéral. Le pire aujourd'hui, Madame la Bourgmestre, c'est une coupure entre le terrain et les autorités. Un dialogue rompu ne pourrait qu'augmenter les méfiances déjà profondes et la stigmatisation. Vous êtes, Madame la Bourgmestre, la garante de ce dialogue up and down.

Je voudrais, en ce qui me concerne, conclure en vous demandant si vous avez une liste complète des associations et autres centres de jeunes fiables pouvant être considérés

comme de véritables interlocuteurs et relais. Et je voudrais, pour tout à fait conclure, Madame la Bourgmestre, vous dire que je pense qu'aujourd'hui l'union de tous les Molenbeekoïses est la seule réponse à la barbarie. J'entends beaucoup dire qu'on renvoie les responsabilités de l'échec aux anciens responsables et notamment à l'ancien Bourgmestre de la Commune, je voudrais vous dire tout simplement que tout le monde sait que, évidemment, l'échec est orphelin et que la réussite est souvent revendiquée par plusieurs pères. Donc, je voudrais vous demander s'il est possible justement d'aller à une forme d'union sacrée pour que nous puissions vraiment être fiers d'être molenbeekoïses et pouvoir le défendre en dehors de notre commune.

Je vous remercie pour toutes les réponses que vous pourriez m'apporter.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Madame El Hajjaji.

Je donne la parole à Monsieur Magérous.

M. Magérous :

Madame la Bourgmestre, chers collègues, je tiens à souligner ce soir que l'image, d'abord limitée à la Belgique, est aujourd'hui malheureusement médiatiquement étendue au monde entier. Celle de notre commune, Molenbeek, est terriblement cruelle. Comme vous, j'aime ma commune. C'est pourquoi je tiens à rappeler ce soir que les jeunes de moins de 25 ans à Molenbeek atteignent le seuil incroyable de 36,7 % de taux d'inactivité. Autant de jeunes à la recherche continue d'un impossible emploi, souvent en désespérance et proies d'autant plus faciles pour cette organisation terroriste criminelle qu'est Daech. Je tiens à re-souligner ce soir la dangerosité de cette situation déjà maintes fois dénoncée par ma famille politique et qui constitue en soi une véritable bombe sociale. Aussi, je voudrais vous entendre faire le point sur deux politiques menées actuellement par la Région et pour lesquelles la participation des pouvoirs communaux est primordiale. Pouvez-vous nous dire combien de formations organise notre commune dans le cadre du programme Garantie Jeunesse coordonné par la Région ? Par ailleurs, pouvez-vous nous dire comment vous avez abordé l'application de l'ordonnance Madrane dans les services communaux ? Enfin, j'appelle de mes vœux le soutien, le moment venu, de l'ensemble des groupes politiques à l'atterrissage d'un projet particulièrement important pour les jeunes, mais aussi pour l'ensemble des hommes et des femmes de nos quartiers, celui de la zone d'économie urbaine stimulée. Pour rappel, ce projet vise à favoriser l'embauche des personnes vivant dans les quartiers les plus fragilisés par les entreprises privées. En l'état actuel des choses, face au péril qui nous guette, ce n'est pas de division dont nous avons besoin mais de solidarité, de rassemblement, de coordination des politiques, d'analyse sans concession et de vision commune.

Merci pour votre écoute.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Monsieur Magérous.

Je donne la parole à Madame Manzoor.

Mme Manzoor :

Merci Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, membres du collège, chers collègues et concitoyens. Je veux évidemment faire part de la profonde douleur que j'ai ressentie et que je ressens encore suite aux événements de Paris du vendredi 13 novembre. En effet, toute vie humaine est précieuse. Et la vie n'a ni couleur, ni religion. J'ai parlé de vie humaine, c'est en effet exactement cela que ces barbares ont ôtée, cette nuit d'horreur, pour l'humanité. Je veux surtout rappeler que la religion à laquelle j'appartiens m'enseigne que le meurtre d'un individu constitue le meurtre de toute l'humanité. C'est pourquoi, que ces barbares s'appellent Jean, Rachid, ou Isaac, je ne me reconnais pas en eux et eux ne pourront jamais prétendre être dignes. A cause de ces êtres innommables, ma commune a été stigmatisée, des amalgames inacceptables ont été faits. Mais je tiens à rappeler que notre commune est composée majoritairement de gens bien respectueux des autres, peu importe leur couleur, culture ou religion. Molenbeek-Saint-Jean est certainement la commune qui a la plus grande diversité humaine et c'est probablement bien pour cela que des gens malintentionnés prennent refuge dans cette diversité où ils passent inaperçus. Mais nous ne devons rien changer à notre bonté, notre courtoisie, notre respect des autres, hormis le fait d'être à l'avenir plus vigilants et ce, à tous les niveaux afin que des êtres venus d'un autre monde ne puissent bafouer nos valeurs, ternir notre image ou celle de notre commune. Toutes mes pensées vont bien sûr aux familles des victimes de Paris, aux Bruxellois qui vivent dans l'angoisse, mais pas seulement. En effet, je pense aussi à tous les innocents qui souffrent ou ont souffert de ces guerres ou conflits, parfois simplement guidés par des enjeux économiques. And last but not least, nous sommes en train de vivre des moments difficiles, et je demande à mes concitoyens, aux musulmans et aux autres, de faire preuve de patience et de rester debout comme à leur habitude. Et je reste convaincue que ce n'est qu'une question de temps, avant que ces éléments néfastes à la société civile ne soient neutralisés.

Je vous remercie.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Madame Manzoor.

Je donne la parole à Monsieur El Abboudi.

M. El Abboudi :

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, mes chers collègues, comme tous les Molenbeekois, je condamne avec la plus grande fermeté cet acte lâche et odieux qui a coûté la vie à 129 personnes le vendredi 13 novembre 2015 à Paris. L'islam, ce n'est pas le terrorisme, l'islam c'est la paix. Pour moi, ce ne sont pas des musulmans, mais des voyous, des lâches qui ont fait ça. Tous les imams de Molenbeek ont condamné cet acte. Nous devons vivre ensemble quelle que soient la religion ou les croyances, toutes les communautés, avec les juifs, les chrétiens, les musulmans, nous devons travailler ensemble. C'est dommage !

Je vous remercie beaucoup.

(Applaudissements - Applaus)

M. le Président :

Merci Monsieur El Abboudi.

Mesdames, Messieurs, avant de passer la parole à Madame la Bourgmestre, je vous propose,- dans la suite des débats, comme il y a beaucoup de propositions qui ont été émises et que des réunions vont être organisées après cela pour pouvoir répondre à beaucoup d'interrogations et éventuellement et même certainement aboutir à des propositions, - d'écouter ses réponses et éventuellement celles des quelques échevins qui ont été interpellés. Et je vous invite à ne pas revenir sur le sujet par après, mais bien de le faire lors de la section réunie que nous aurons, de telle façon que nous puissions rester sur un débat tout à fait serein.

Je passe d'abord la parole à Madame Turine. Pas de réplique, nous dérogeons pour une fois à cette habitude de laisser le dernier mot à la salle.

Mme l'échevine Turine :

Les horreurs qui ont frappé récemment Paris nous laissent effectivement un profond sentiment de tristesse, d'écœurement, de peur et de désarroi. Ces attentats ont fait un nombre incroyable de morts, des jeunes et des moins jeunes et de toutes origines. Et toutes ces vies ont été arrachées simplement parce qu'ils vivaient leur vie. Ces tueurs et ceux qui les ont inspirés, cette bande de terroristes, ils font en fait la guerre à la démocratie, ils font la guerre à la société de la diversité et de la tolérance. Et ils sont en cela les meilleurs alliés des racistes, des islamophobes et des conservateurs assimilationnistes qui peuvent aujourd'hui se frotter les mains. Ces intégristes religieux de Daech rêvent d'un monde semblable aux pourfendeurs de la multiculturalité, un monde où tout le monde doit se ressembler, un monde où tout le monde marche au pas, où la devise est « pense comme les autres ou ne pense pas, fais comme tout le monde ou crève », un monde où la diversité n'a pas de place, et pour y arriver, ils cherchent le chaos, celui qui attise les haines et qui permet d'envoyer dehors tous ceux qui ne lui ressemblent pas. Cet attentat a été pour notre commune un véritable tremblement de terre qui nous a ravagés et qui nous ravage encore puisqu'effectivement une partie de ces terroristes viennent de Molenbeek ou sont passés par Molenbeek. Non seulement ils viennent de Molenbeek, mais ils ont grandi ici, ils ont fréquenté certaines de nos écoles, certaines de nos associations. Qui eût pu croire qu'un jour ils commettraient des actes d'une telle barbarie ? Bien sûr, on ne le nie pas, nous savions que notre commune était impactée par le phénomène des départs vers la Syrie depuis 2013. Nous savions aussi que certaines filières criminelles avaient de temps à autre utilisé notre territoire pour trouver une planque. Mais voir ces jeunes, ces enfants de Molenbeek commettre l'irréparable est un choc pour chacun d'entre nous. La sur-médiatisation de notre commune qui s'est retrouvée envahie de cars et satellites de la presse du monde entier le temps d'une semaine a aussi participé de ce tremblement de terre. S'il était évidemment normal que les médias fassent leur travail d'information, cette sur-médiatisation a amené son lot de simplismes, son lot d'amalgames de la part de journalistes, de chroniqueurs et de certains politiques. Ces simplismes et amalgames ont eu un double impact négatif. Premièrement, cela a renforcé la stigmatisation de toute une commune, de toute une population et, singulièrement, la stigmatisation des jeunes hommes. Quand on s'appelle Mohamed, il est déjà plus difficile de trouver un emploi. Quand on s'appelle Mohamed et qu'on vient de Molenbeek, c'était déjà la galère, ça risque de devenir l'enfer. Et, par ailleurs, cela a renforcé la méfiance envers les médias, avec le risque d'amplifier le succès des théories du complot. En effet, quand on est déjà méfiant par rapport aux institutions et notamment aux médias, quand on voit la description faite de Molenbeek sur certains médias et que l'on sait que cela ne correspond pas à la réalité, comment faire encore confiance aux autres informations. L'enjeu de l'éducation aux médias, du développement de l'esprit critique est essentiel. L'enjeu de la confiance aussi, de la

confiance en soi, de la confiance en la collectivité, de l'estime de soi et de l'estime du bien commun est fondamental.

Après le moment de recueillement nécessaire et le moment de torpeur qui en a suivi, on se réveille un peu groggy. Il nous faut reprendre un peu ce travail que nous avons entamé dès que nous avons pris conscience du phénomène des départs vers la Syrie à l'automne 2013. Ce travail, même s'il est déjà entamé, a été un peu secoué par ces événements. Nous devons le poursuivre. Et il faudra aussi certainement l'amplifier et certainement l'améliorer, et ce sera l'occasion effectivement de débats au sein de sections réunies.

Je voulais rappeler maintenant les quatre niveaux de travail de prévention qui sont en tout cas identifiés. Le premier, c'est la question des returnees dont certains d'entre vous ont parlé. A côté du suivi judiciaire des returnees interpellés, il est urgentissime de mettre en place un accompagnement psychosocial qui permettrait la déradicalisation. Voilà plus d'un an que nous tirons la sonnette d'alarme à ce sujet. Non seulement le Fédéral ne le fait pas, mais le niveau local ne reçoit pas les informations nécessaires qui nous permettraient de le faire. Nous espérons que cela va bouger à ce niveau.

Le second niveau de travail de prévention est la prévention de crise. Depuis un an, une cellule de crise composée pour l'instant de deux personnes, un sociologue et une psychologue, accompagne des familles qui craignent chez un de leurs membres un risque de radicalisation ou un risque de départ vers la Syrie. Elle accompagne également des familles dont un des membres est parti en Syrie. Il faut le souligner, leur travail a permis d'éviter le départ de plusieurs jeunes. Depuis les attentats du 13 novembre, les demandes ont fortement augmenté. Cette cellule devrait évidemment être renforcée.

Il y a ensuite le troisième niveau qui est celui de la sensibilisation sur le phénomène des départs en Syrie et sur le phénomène de Daech, de sorte à pouvoir décrédibiliser le discours des recruteurs, c'est-à-dire donner des outils aux travailleurs sociaux et aux acteurs de première ligne comme les enseignants ou même les gardiens de la paix. Depuis le printemps 2014, nous avons mis en place toute une série de formations à leur destination. Il s'agit aussi d'informer et de sensibiliser sur le phénomène auprès du public des jeunes adolescents et des jeunes adultes. Là aussi, nous avons déjà organisé toute une série d'actions avec les maisons de quartier et autres structures qui accueillent les jeunes, que ce soit via par exemple la pièce « Djihad » ou la rencontre avec différents acteurs qui avaient une certaine légitimité pour parler de cela avec eux. Et bien entendu, il faut absolument amplifier ces actions car les demandes sont importantes, et nous comptons quand même 30.000 jeunes dans la commune.

Il s'agit aussi d'élargir le public pour donner des outils également notamment aux parents dont beaucoup sont demandeurs, qui se sentent démunis par rapport à ces enjeux-là. Nous avons également entamé une collaboration avec les mosquées qui doit être développée.

Enfin, il y a l'axe très important de la prévention générale. C'est tout le travail - certains d'entre vous ont en parlé également - qui permet de stériliser le terreau dans lequel les recruteurs puisent pour embrigader les jeunes. Cela passe par les politiques de jeunesse, les politiques de dialogue interculturel, les politiques d'insertion socioprofessionnelle, les politiques sociales. En ce qui concerne les jeunes, il importe de leur donner la parole, de leur donner une place. Il importe également de travailler sur les préjugés et la rencontre de l'autre. Il s'agit également d'amplifier le travail sur les questions identitaires, notamment avec les familles et avec les acteurs religieux.

On pourra - et cela a été déjà développé lors d'autres conseils communaux - reparler de toutes ces actions lors de prochaines sections réunies. Je voudrais juste reprendre cette

phrase qui a déjà été citée à plusieurs reprises après les attentats du mois de janvier dernier mais qui est tout à fait pertinente, c'est celle du premier Ministre norvégien qui, après les attentats d'Oslo, avait dit : " vous ne détruisez pas la démocratie et notre travail pour rendre le travail meilleur, nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance". Ça reste la meilleure réponse, et sans doute la plus difficile. Je reste convaincue qu'une des solutions réside dans l'affirmation radicale de notre vivre ensemble et dans la consolidation d'un élan commun. Et c'est ce que la toute grande majorité de nos concitoyens et l'ensemble de nos travailleurs construisent quotidiennement sur le terrain. La tâche est immense, l'enjeu est de taille. Et on le sait, le niveau local ne pourra pas porter seul tous ces défis. Mais au niveau local, humblement, nous nous y attelons avec l'ensemble des forces vives de la commune, les écoles, les associations, les acteurs religieux et les familles. Et j'espère que nous pourrions amplifier ce travail dans les semaines et les mois à venir.

Il y avait une question plus spécifique par rapport à ce qu'a fait la LES ces derniers dix jours. Il y a eu évidemment des réunions avec les travailleurs qui sont eux-mêmes terriblement choqués, comme j'ai pu le dire au début de mon intervention. Certains d'entre eux n'ont pas compté leurs heures pour pouvoir veiller tard le soir, notamment lors des perquisitions pour accompagner les jeunes des quartiers. Il y a eu également pas mal de moments de parole qui ont été organisés déjà dans les maisons de quartier et à la Maison des femmes. C'était là une réponse en urgence. Il y a tout le travail quotidien qui doit reprendre et faire en sorte d'essayer de retrouver une vie quotidienne de travail à travers tous les niveaux dont je vous ai parlé avec l'ensemble des acteurs.

Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame Turine.

Je donne la parole à Monsieur El Khannouss.

M. l'échevin El Khannouss :

Merci Monsieur le Président.

Je ne vais pas être aussi long que ma collègue. Mon chef de groupe, Roland Vandenhove, a très bien exprimé la position du CDH par rapport à ce drame innommable que nous avons vécu et ses conséquences sur l'image de Molenbeek. Et je peux me réjouir de voir que nous sommes tous ici solidaires, comme un seul homme, comme une seule femme, pour adopter une position qui tourne le dos à la barbarie sans, je dirais, éviter nos responsabilités par rapport aux défis qui nous attendent tous pour pouvoir construire un monde où nous vivons tous ensemble évidemment sans tomber dans le piège de la division.

Je voudrais simplement m'exprimer ici mais très brièvement par rapport aux conséquences sur l'économie molenbeekoise et, de manière plus générale, sur l'économie bruxelloise. L'alerte au niveau 4 a mis en énorme difficulté différents secteurs économiques de la Région. Et je peux vous dire qu'à Molenbeek-Saint-Jean, par exemple, quasi la situation d'urgence que nous avons connue depuis les événements du vendredi 13 a fait perdre aux commerçants du Molenbeek historique entre 60 et 80 % de leur chiffre d'affaires. Sans oublier que nous avons dû - et demain encore nous allons rééditer ça - annuler une série de marchés, ce qui a évidemment une conséquence pour les maraîchers qui accusent un manque à gagner clair qu'ils pourront difficilement récupérer. La bonne nouvelle, si je peux l'appeler ainsi, c'est que, avec les mesures qui viennent d'être annoncées par le

gouvernement fédéral pour aider le secteur du commerce bruxellois et l'Horeca, il va y avoir une diminution de certaines charges et leur report quand cela se justifie. Au niveau de Molenbeek, nous allons bien évidemment mettre en œuvre tout un plan pour venir en soutien et, je pense, en complémentarité avec ce qui va être décidé au niveau de la région bruxelloise. Nous allons par exemple mettre en place toute une série d'opérations de promotion dans les lieux commerciaux et, en ce qui concerne les maraîchers, tout simplement revoir leurs cotisations par rapport aux jours où ils n'ont pas pu déposer leurs étalages dans les différents marchés concernés. D'autres mesures vont être présentées en sections réunies lorsque celles-ci seront décidées, des mesures qui vont leur permettre, non pas de retrouver le manque à gagner, mais en tout cas, de les soulager un peu par rapport aux pertes sèches qu'ils ont subies.

Merci pour votre écoute.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin.

Je donne la parole à Madame Gilles-Goris.

Mme l'échevine Gilles-Goris :

Vous avez été nombreux à revenir sur les déclarations fracassantes de notre ministre de l'Intérieur. En tant qu'échevine de la Démographie, je vais fortement déplorer ces paroles incendiaires. Comme si la stigmatisation et les dégâts causés par les événements n'étaient pas suffisants. Stigmatiser ce quartier, stigmatiser notre commune aura un effet dévastateur, de repli sur soi, de peur, de frustration. Ayant la chance d'habiter le quartier depuis vingt ans, c'est au quotidien que je ressens cette peur chez les nombreuses familles qui y habitent et, surtout, chez les mamans. Et peut-être que nous n'avons pas assez parlé des mamans, ce soir, qui à la fois portent un projet, un désir pour leurs enfants, mais qui sont aussi maintenant tiraillées, habitées par la peur quant à leur avenir.

Pour revenir à la déclaration du ministre de l'Intérieur, non seulement elle est stigmatisante mais en plus irréalisable. Puisqu'il parlait de quelqu'un de l'administration qui allait passer de porte en porte pour demander gentiment s'il n'y a pas par ici un djihadiste ou une personne illégale ! Que chacun garde la tête froide, ait un peu de dignité et beaucoup de respect pour ce que chacun dans notre quartier, dans notre commune, est en train de vivre.

Merci beaucoup.

M. le Président :

Merci Madame l'Echevine.

Je donne la parole à Monsieur Mahy.

M. l'échevin Mahy :

Je voulais répondre au sujet du développement urbain. Effectivement, le développement urbain est essentiel pour une ville, vous l'avez dit, Madame P'Tito. Sans projet de développement urbain, il n'y a pas de richesses, donc pas d'emplois. Les zones du canal et gare de l'Ouest font l'objet par la Commune d'une attention très particulière depuis maintenant deux ans. Je pourrai en parler beaucoup plus longtemps lors d'une section réunie, car ça prendra beaucoup de temps pour expliquer notamment tout ce qu'on a décidé

avec la Région. Je peux vous dire que le Plan canal est une chose très importante à nos yeux; nous l'avons d'ailleurs concrétisé par un contrat de quartier et nous allons le concrétiser également par un plan particulier d'affectation du sol et par une politique un peu spécifique par rapport aux marchands de voitures. Nous voulons des équipements, du logement et de l'activité productive dans ce quartier.

Concernant la gare de l'Ouest, c'est la même chose, nous travaillons en étroite collaboration avec la Région et avec la SNCB, ça c'est l'élément neuf qui fait que ce qui a été récemment approuvé par le gouvernement régional est une étape essentielle pour l'activation de cette zone qui peut accueillir énormément de logements, des bureaux, de l'activité économique et de grandes liaisons entre les quartiers, la liaison Est-Ouest. Nous avons beaucoup d'espoirs pour que ce développement ne prenne pas vingt ans, que dans quelques années on puisse commencer les travaux. En tout cas, pour Tour & Taxis qui se trouve sur la ville de Bruxelles, nous plaçons pour des projets qui permettent une perméabilité avec ce lieu. Hélas ! le projet de logements qui est prévu pour Tour & Taxis ne l'a pas permis; nous avons remis un avis défavorable à ce sujet. Mais le développement urbain demande plusieurs débats et je reviendrai avec plaisir là-dessus.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin.

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Les interventions ont été nombreuses ce soir. Elles vont, je pense, toutes dans le même sens. Nous avons subi un électrochoc qui demande un signal clair. Chacun s'est exprimé avec ses émotions, ses sensibilités, avec des questions aussi déjà. La prochaine est justement d'avoir des réponses, de commencer à construire les réponses que nous devons donner à la population. Moi, dès le départ, j'ai dit qu'il faut travailler sur deux axes. Il faut travailler sur la cohésion sociale, c'est-à-dire l'emploi, l'éducation, la prévention. Nous devons aussi travailler sur la sécurité. Je pense que l'un ne va pas sans l'autre. Nous devons également le faire, comme on l'a dit, avec les forces vives de la commune. Dans un premier temps, la proposition qui est faite est de revenir ici en sections réunies, mais il est évident que nous ne pouvons pas rester entre nous et qu'il faut nécessairement, comme cela a été évoqué, un consensus, une union sur les objectifs que nous devons nécessairement partager et mettre en œuvre. Mais c'est un projet qui se construit. Il y a beaucoup de questions qui ont été posées ce soir, beaucoup de considérations ont été faites. Et je pense qu'on ne peut pas non plus faire des effets d'annonce, avoir des réponses précipitées, qui pourraient décevoir ou ne pas rencontrer les attentes des habitants de cette commune. C'est pourquoi, comme cela a été annoncé, il est essentiel que nous puissions nous réunir, mais pas, comme je l'ai précisé, uniquement pour se concerter entre nous, mais aller également vers les autres. Mais dans un premier temps il faut véritablement avoir un plan d'action. Je vous propose donc de nous rencontrer pour ce faire dans les semaines qui viennent.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre.